



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

19 textes

SOMMAIRE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

1. Arrêté n° 478 PR du 24 février 2025 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale
2. Arrêté n° 483 PR du 24 février 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SAS Tahiti Yacht Charter pour le navire à voile (Tara IV)
3. Arrêté n° 484 PR du 24 février 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SAS Tahiti Yacht Charter pour le navire à voile (Tamata VIII)
4. Arrêté n° 485 PR du 24 février 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SAS Tahiti Yacht Charter pour le navire à voile (Argo)

Ministère des grands travaux, de l'équipement

5. Arrêté n° 1359 MGT du 24 février 2025 portant autorisation d'empiètement de prospect routier d'une superficie totale de 7,20 m² (sept mètres carrés vingt), sur la parcelle cadastrée section AO n° 64, terre Boraborafanautahi au droit du lot 2 (parcelle), sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, au profit de la M. Olivier TOUBOUL
6. Arrêté n° 1360 MGT du 24 février 2025 portant modification de l'arrêté n° 11748 MGT du 21 novembre 2024 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Teti Toro ou Tetihoro nécessaire à la réalisation d'un complexe scolaire, commune de Faa'a
7. Arrêté n° 1361 MGT du 24 février 2025 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de 43 m² (quarante-trois mètres carrés), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section CH n° 29, terre Outuorau lot 1, sise à Faanui, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, au profit de la M. Franck ELLACOTT (fils)
8. Arrêté n° 1362 MGT du 24 février 2025 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de 30 m² (trente mètres carrés), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section BV n° 43 terre Hanuatai 3 partie, sise à Tehurui, commune de Tumaraa, sur l'île de Raiatea, au profit de la Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR
9. Arrêté n° 1377 MGT du 24 février 2025 portant abrogation de l'arrêté n° 52 MGT du 7 janvier 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Kitehetapairu cadastrée TA n° 73 nécessaire à la réalisation d'un abri paracyclonique à Kauehi, dans la commune de Fakarava, archipel des Tuamotu

Ministère de l'économie, du budget et des finances

10. Arrêté n° 1376 MEF/DGAE du 24 février 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association sportive Teva Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II
11. Arrêté n° 1391 MEF/DGAE du 24 février 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association Afe'umata en application de l'article LP. 250-2-II

Ministère du foncier et du logement

12. Arrêté n° 1395 MFL du 24 février 2025 portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières et abrogation de l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024
13. Arrêté n° 1396 MFL du 24 février 2025 portant délégation de signature à Mme Timeri SOMMERS en qualité de directrice de la construction et de l'aménagement

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

14. Arrêté n° 1392 MPR/DRM du 24 février 2025 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole, sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de la SCA Ahe Pearls Company (exploitant n° 231)
15. Arrêté n° 1393 MPR/DRM du 24 février 2025 modifiant l'arrêté n° 6406 VP du 16 juillet 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis à Poutoru, commune de Tahaa, au profit de M. Jean-Claude, Winfred, Auguste, Teriitinorua BRANDER (exploitant n° 403)
16. Arrêté n° 1397 MPR/DIREN du 24 février 2025 autorisant Mme Catherine ROY à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Tahiti et Rangiroa du 26 février 2025 au 25 février 2026
17. Arrêté n° 1404 MPR/DBS du 24 février 2025 portant délivrance d'un agrément à l'établissement Dog B'nb & More pour l'activité de pension canine

Ministère de la santé

18. Arrêté n° 1403 MSP du 24 février 2025 portant modification de l'arrêté n° 2952 MSP du 20 mars 2024 portant autorisation dérogatoire d'extension des capacités autorisées pour la mise en œuvre d'une activité de soins « traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale », au profit de l'association Apair Apurad, sur le site de Moorea

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

19. Arrêté n° 1344 MJP du 21 février 2025 portant délégation de signature à M. Laurent HEINIS, directeur de la jeunesse et des sports par intérim



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 1/19, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 478 PR du 24 février 2025 relatif à l'exercice des attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale

NOR : SGG25502028AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Arrête :

Article 1er

Mme Nahema TEMARII, ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'expédition des affaires courantes et urgentes du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, pendant l'absence de M. Taivini TEAI, du 23 février au 2 mars 2025 inclus.

Art. 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Moetai BROTHERSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 2/19, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 483 PR du 24 février 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SAS Tahiti Yacht Charter pour le navire à voile (Tara IV)

NOR : SDT24515146AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des représentants des professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 23 avril 2024 de la SAS Tahiti Yacht Charter représentée par Mme Ségolène PICARD ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 1844 PR/SDT du 23 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée, dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SAS Tahiti Yacht Charter pour son navire à voile (Tara IV) PY 40174 PL, n° CIN : FR-CNBA167J324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef de service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Moetai BROTHERRSON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 3/19, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 484 PR du 24 février 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SAS Tahiti Yacht Charter pour le navire à voile (Tamata VIII)

NOR : SDT24515171AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des représentants des professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 23 avril 2024 de la SAS Tahiti Yacht Charter représentée par Mme Ségolène PICARD ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 1844 PR/SDT du 23 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée, dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SAS Tahiti Yacht Charter pour son navire à voile (Tamata VIII) PY 40175 PL, n° CIN : FR-CBBAA168J324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef de service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 4/19, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 485 PR du 24 février 2025 portant attribution d'une licence flottante de navigation charter professionnelle à la SAS Tahiti Yacht Charter pour le navire à voile (Argo)

NOR : SDT24515398AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 533 CM du 17 mai 1995 modifié portant composition et fonctionnement de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu l'arrêté n° 1004 MTT du 28 janvier 2021 modifié portant nomination des représentants des professionnels de la commission consultative de la navigation charter ;

Vu la demande reçue le 23 avril 2024 de la SAS Tahiti Yacht Charter représentée par Mme Ségolène PICARD ;

Vu l'avis de la commission consultative de la navigation charter, rapporté dans le compte-rendu n° 1844 PR/SDT du 23 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er

Une licence flottante de navigation charter professionnelle est attribuée, dans les conditions définies à l'article 7 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, à la SAS Tahiti Yacht Charter pour son navire à voile (Argo) PY 40286, n° CIN : FR-FPA61041L324.

Art. 2

Le directeur régional des douanes et le chef de service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Moetai BROTHERTON



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 5/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 1359 MGT du 24 février 2025 portant autorisation d'empiétement de prospect routier d'une superficie totale de 7,20 m² (sept mètres carrés vingt), sur la parcelle cadastrée section AO n° 64, terre Boraborafanautahi au droit du lot 2 (parcelle), sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, au profit de la M. Olivier TOUBOUL

NOR : DEQ25501890AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan d'implantation à l'échelle 1/200 ;

Vu le plan de délimitation n° 986-210-20- n° 514-2023 MGT/DEQ/ISLV du 8 octobre 2024 ;

Vu la demande de M. Olivier TOUBOUL du 13 février 2025 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er

Est autorisé au profit de M. Olivier TOUBOUL un empiétement de prospect routier d'une superficie totale de 7,20 m² (sept mètres carrés vingt), sur la parcelle cadastrée section AO n° 64, terre Boraborafanautahi au droit du lot 2 (parcelle), sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, tel que le tout figure sur le plan d'implantation à l'échelle 1/200, joint au présent dossier.

Art. 2

L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à un projet de construction d'un atelier cosmétique.

Art. 3

L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Olivier TOUBOUL devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4

M. Olivier TOUBOUL s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5

La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6

Le présent arrêté sera notifié à M. Olivier TOUBOUL et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 6/19, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 1360 MGT du 24 février 2025 portant modification de l'arrêté n° 11748 MGT du 21 novembre 2024 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tetiatoro ou Tetihoro nécessaire à la réalisation d'un complexe scolaire, commune de Faa'a

NOR : DEQ25501758AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé « direction de l'équipement » ;

Vu le relevé d'identité bancaire erroné de Mme Raipuni FAUURA,

Arrête :

Article 1er

L'article 3 de l'arrêté n° 11748 MGT du 21 novembre 2024 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Tetiatoro ou Tetihoro nécessaire à la réalisation d'un complexe scolaire, commune de Faa'a, au profit de Mme Raipuni FAUURA (bf 1.2.1.2.3.5.4) pour un montant de 3 973 F CFP (trois-mille-neuf-cent-soixante-treize francs CFP), est abrogé.

Art. 2

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 7/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 1361 MGT du 24 février 2025 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de 43 m² (quarante-trois mètres carrés), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section CH n° 29, terre Outuorau lot 1, sise à Faanui, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, au profit de la M. Franck ELLACOTT (fils)

NOR : DEQ25501744AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/200 ;

Vu la demande de M. Franck ELLACOTT (fils) du 30 janvier 2025 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er

Est autorisé au profit de M. Franck ELLACOTT (fils), un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de 43 m² (quarante-trois mètres carrés), sur la parcelle cadastrée section CH n° 29, terre Outuorau lot 1, sise à Faanui, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/200, joint au présent dossier.

Art. 2

L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation.

Art. 3

L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Franck ELLACOTT (fils) devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4

M. Franck ELLACOTT (fils) s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 5

La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6

Le présent arrêté sera notifié à M. Franck ELLACOTT (fils) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 8/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 1362 MGT du 24 février 2025 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de 30 m² (trente mètres carrés), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section BV n° 43 terre Hanuatai 3 partie, sise à Tehurui, commune de Tumaraa, sur l'île de Raiatea, au profit de la Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR

NOR : DEQ25501765AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/200 ;

Vu la demande de Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR du 28 janvier 2025 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiètement ;

Considérant que l'empiètement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er

Est autorisé au profit de Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR un empiètement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de 30 m² (trente mètres carrés), sur la parcelle cadastrée section BV n° 43 terre Hanuatai 3 partie, sise à Tehurui, commune de Tumaraa, sur l'île de Raiatea, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/200, joint au présent dossier.

Art. 2

L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation avec une terrasse.

Art. 3

L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4

Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 5

La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6

Le présent arrêté sera notifié à Mme Noëlla HUTIA épouse BONJOUR et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 9/19, Page 1/1

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 1377 MGT du 24 février 2025 portant abrogation de l'arrêté n° 52 MGT du 7 janvier 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Kitehetapairu cadastrée TA n° 73 nécessaire à la réalisation d'un abri paracyclonique à Kauehi, dans la commune de Fakarava, archipel des Tuamotu

NOR : DEQ25500770AM

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé « direction de l'équipement » ;

Attendu que M. Pakoitara, Teupokovahitu CHARLES, né le XX/XX/XXXX, cité dans l'arrêté n° 52 MGT du 7 janvier 2025, est décédé,

Arrête :

Article 1er

L'arrêté n° 52 MGT du 7 janvier 2025 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relative à la terre Kitehetapairu cadastrée TA n° 73 nécessaire à la réalisation d'un abri paracyclonique à Kauehi, dans la commune de Fakarava, archipel des Tuamotu, est abrogé.

Art. 2

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la famille de l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 10/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 1376 MEF/DGAE du 24 février 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association sportive Teva Pétanque en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE25502060AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association sportive Teva Pétanque en date du 5 février 2025 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Papara en date du 21 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

L'association sportive Teva Pétanque, représentée par son président M. Jean-Jacques GRAFFE, dont le siège social est situé au PK 52,300, côté mer, servitude Tautu, dans la commune de Papeari, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire les samedi 5 et dimanche 6 avril 2025 à l'occasion d'une manifestation intitulée « Championnat 2025 individuel » au boudrome de Papara, PK 36, côté montagne, route de la mairie, site Hotu maru.

Art. 2

Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

- pour la vente à consommer sur place : de 8 h à 20 h.

Art. 3

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 11/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 1391 MEF/DGAE du 24 février 2025 portant autorisation dérogatoire de l'association Afe'umata en application de l'article LP. 250-2-II

NOR : DAE25501927AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Afe'umata en date du 31 janvier 2025 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Pirae en date du 31 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

L'association Afe'umata, représentée par son président M. Heremoana TINIAU, dont le siège social est situé à Papeari, PK 53,100, côté montagne, école Mata'irea, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le samedi 22 mars 2025 à l'occasion d'un déjeuner dansant qui se déroulera dans la salle omnisports de la commune de Papeari.

Art. 2

Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

- pour la vente à consommer sur place : de midi à 19 h.

Art. 3

À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4

La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, des postes et télécommunications, et par délégation : la directrice des affaires économiques,

Sabine BAZILE



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 12/19, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère du foncier et du logement

Arrêté n° 1395 MFL du 24 février 2025 portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières et abrogation de l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024

NOR : DAF25501956AM-1

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 453 PR du 14 février 2025 relatif aux attributions du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement ;

Vu la délibération n° 97-87 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 2532 CM du 18 décembre 2020 modifié portant organisation de la direction des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1298 CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana LEGALL en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024 modifié portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières, à l'effet de signer au nom du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement :

1° Les correspondances de toutes natures adressées aux administrations, collectivités, usagers, fournisseurs et créanciers, et définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée ;

2° Les actes relevant du cadre de la gestion du personnel placé sous son autorité :

2.1 Les congés de toute nature et les autorisations spéciales et exceptionnelles d'absence ;

2.2 Les permissions exceptionnelles prévues par la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration ;

2.3 Les propositions de bonification ou de réduction pour les avancements à l'ancienneté, de changement de grade ou de changement de groupe ;

2.4 Les notations ;

2.5 Les arrêtés et conventions se rapportant à la formation spécifique des agents placés sous son autorité ;

2.6 Les sanctions disciplinaires, jusqu'au blâme inclus ;

2.7 Les mutations à l'intérieur du service ;

2.8 Les ordres de déplacement et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française ;

2.9 Les certificats de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;

2.10 Les conventions de stage de formation et/ou de stage d'accueil avec les structures de formation d'enseignement ;

2.11 Les états liquidatifs et récapitulatifs de l'indemnité de sujétions financières allouées aux agents de la direction des affaires foncières et les états liquidatifs et récapitulatifs des amendes et condamnations pécuniaires allouées aux agents de la direction des affaires foncières ;

3° Les actes relevant des projets informatiques du service ;

4° Les actes relevant des ressources financières et de la commande publique :

4.1 L'engagement des dépenses d'un montant égal ou inférieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP) imputables au budget de la direction des affaires foncières, pour les sections de fonctionnement et d'investissement ;

4.2 La certification de services faits et la liquidation des dépenses imputables au budget de la direction des affaires foncières, pour les sections de fonctionnement et d'investissement ;

4.3 L'engagement des dépenses résultant de la désignation des avocats chargés de la défense des intérêts de la Polynésie française ;

4.4 Les conventions, avenants, actes et correspondances relatifs aux prestations de services ou de locations de matériels nécessaires à l'exercice des missions dévolues à la direction des affaires foncières, lorsque ces dépenses portent sur un montant engagé égal ou inférieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP) ;

4.5 La liquidation des recettes ;

4.6 Les actes, décisions, pièces administratives et techniques liés à la préparation, à la mise en œuvre des procédures de passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics, passés en application de la réglementation applicable aux marchés publics de la Polynésie française :

4.6.1 Lorsqu'ils portent sur un montant égal ou inférieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP), à l'exception de :

4.6.1.1 L'avenant ayant pour effet de porter le montant total du marché à un montant supérieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP) ;

4.6.1.2 La décision de poursuivre et sa notification ayant pour effet de porter le montant total du marché à un montant supérieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP) ;

4.6.2 Lorsqu'ils portent sur un montant supérieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP), à l'exception de :

4.6.2.1 L'avis d'appel public à concurrence ;

4.6.2.2 Des lettres de consultation des entreprises après déclaration d'infructuosité dans le cadre d'une procédure négociée formalisée ;

4.6.2.3 La décision d'infructuosité ou de déclaration sans suite ;

4.6.2.4 Le rapport de présentation du marché ;

4.6.2.5 La signature du marché ;

4.6.2.6 L'avis d'attribution ;

4.6.2.7 La décision d'affermir une tranche ;

4.6.2.8 L'acte spécial de sous-traitance ;

4.6.2.9 Les avenants, les décisions de poursuivre, les états supplémentaires de prix forfaitaires, les bordereaux supplémentaires de prix unitaire ;

4.6.2.10 Les actes relatifs à la résiliation du marché ;

4.6.2.11 Les propositions de règlement des différends et litiges ;

5° En matière de gestion du domaine de la Polynésie française, les actes relatifs aux autorisations d'occupation temporaire sur le domaine public et privé de la Polynésie française d'une durée inférieure ou égale à trois mois ;

6° Les prises à bail et conventions d'occupation de biens immobiliers au profit des ministères, services administratifs et établissements publics de la Polynésie française ;

7° Pour l'exécution des décisions du conseil des ministres ou du ministre en charge des affaires foncières, les actes et correspondances, quelle qu'en soit la forme, relatifs à la constitution, à l'administration et l'aliénation du domaine privé mobilier et immobilier, ainsi qu'à la gestion du domaine public de la Polynésie française.

Pour les actes d'administration, cette délégation est limitée aux actes d'un montant annuel égal ou inférieur à 20 000 000 F CFP (vingt-millions de francs CFP) ;

8° Les correspondances ou actes nécessaires à la notification des décisions du conseil des ministres ou du ministre en charge de la gestion du domaine, intéressant le domaine privé et public de la Polynésie française ;

9° Toutes correspondances relatives aux indemnités dues, à raison des occupations ou utilisations sans titre ni autorisation des dépendances du domaine public constatées notamment dans le cadre d'une procédure de contravention de grande voirie, ainsi que celles dues à raison des occupations sans titre ni autorisations des dépendances du domaine privé ;

10° Toutes correspondances relatives à des propositions de loyers lorsque la demande de location n'est pas soumise à l'avis de la commission du domaine ;

11° En matière d'administration des biens mobiliers du domaine public et privé de la Polynésie française, les actes relatifs à l'affectation et transferts de gestion des biens destinés aux ministères, services administratifs et établissements publics de la Polynésie française ;

12° Tout certificat de collationnement des actes administratifs et judiciaires attributifs de propriété dans lesquels la Polynésie française est partie, conforme à la minute destinée à recevoir la mention de transcription, nécessaire à la formalité de publicité foncière ;

13° Toutes correspondances déclarant sans suite les demandes relatives aux biens mobiliers et immobiliers du domaine public et privé de la Polynésie française lorsque les pièces sollicitées dans le cadre de leur instruction n'ont pas été fournies ;

14° Les écritures et conclusions présentées au nom de la Polynésie française dans les litiges fonciers portés devant le juge judiciaire, dans la limite des attributions du ministre en charge des affaires foncières ;

15° Toute correspondance relative aux litiges ou aux actions menées par la Polynésie française pour la préservation de son domaine public ou privé ;

16° Les attestations de recherches généalogiques, les fiches de renseignements généalogiques, les généalogies, les copies des arrêts de la Haute cour tahitienne délivrées par la section d'information et d'accès aux documents fonciers et généalogiques ;

17° Toutes correspondances relatives aux demandes d'aides financières individuelles en vue de favoriser la sortie de l'indivision immobilière ;

18° Toutes correspondances rejetant les demandes de ces aides financières individuelles lorsque les pièces ou renseignements sollicités dans le cadre de leur instruction n'ont pas été fournis ;

19° Toutes correspondances relatives à la mise en œuvre du dispositif de titrement de certaines terres, sises à Rurutu et Rimatara, archipel des Australes ;

20° Les correspondances ou actes nécessaires à l'instruction des demandes d'attribution de cartes professionnelles et à la notification des décisions relatives à l'exercice des professions réglementées de généalogiste, de médiateur foncier et d'agent de transcription ;

21° Toutes correspondances déclarant sans suite les demandes d'attribution de cartes professionnelles lorsque les pièces sollicitées dans le cadre de leur instruction n'ont pas été fournies ;

22° Les documents techniques et administratifs nécessaires au fonctionnement de la section cadastre-topographie ;

23° Les copies relatives aux demandes de renseignements ou de documents cadastraux et topographiques adressés aux usagers ;

24° Les conventions relatives à la mise à disposition des fichiers numériques cadastraux et topographiques ;

25° Tout écrit, quelle qu'en soit la forme, relatif à la gestion des formalités de publicité foncière et à la délivrance des documents de publicité foncière et notamment :

25.1 Au titre des formalités de publicité foncière : toutes certifications d'accomplissement des formalités, de paraphe des bordereaux, de signature des mentions en marge et des décisions de refus de dépôt ;

25.2 Au titre de la délivrance des documents de publicité foncière :

25.2.1 Signature des états de transcription et d'inscription ;

25.2.2 Signature, des copies de titre, des copies d'extrait des registres de publicité foncière et des copies d'enregistrement ;

26° Toutes correspondances ou actes nécessaires à l'instruction des demandes de permis de recherche et d'exploitation minière, de surveillance et de contrôle des travaux de recherche et d'exploitation minière, de participation aux études, aux travaux et aux recherches en matière foncière ;

27° Signature des lettres de rejet dans le cadre de la procédure de titrement mise en place par la loi du pays n° 2020-6 du 29 janvier 2020 visant à organiser le titrement de certaines terres, sises à Rurutu et Rimatara, archipel des Australes, Polynésie française ;

28° Les notifications par voies d'huissier de justice.

Art. 2

Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières, est habilitée à représenter la Polynésie française devant le juge judiciaire en matière foncière.

Art. 3

En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice des affaires foncières :

- Mme Vaite CLISSON, responsable du bureau des affaires juridiques, Mmes Herehau TAEA épouse HEITAA, Margaux-Marie ARAKINO et M. Warren AFO, juristes au bureau des affaires juridiques ;
- Mme Averii RUPEA et M. Teiho LEMAIRE, pour les audiences de la section détachée du tribunal de première instance à Raiatea.

Art. 4

En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice des affaires foncières, la même délégation est donnée à Mme Vanina FARDIN, directrice adjointe des affaires foncières.

Art. 5

Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières, et Mme Vanina FARDIN, directrice adjointe, attestent du caractère exécutoire des actes pris en application du présent arrêté.

Art. 6

L'arrêté n° 890 PR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Loyana LEGALL, directrice des affaires foncières, est abrogé.

Art. 7

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,

Oraihoomana TEURURAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 13/19, Page 1/3

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère du foncier et du logement

Arrêté n° 1396 MFL du 24 février 2025 portant délégation de signature à Mme Timeri SOMMERS en qualité de directrice de la construction et de l'aménagement

NOR : SAU25501400AP

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 453 PR du 14 février 2025 relatif aux attributions du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 2489 CM du 18 décembre 2020 portant création, organisation et fonctionnement de la direction de la construction et de l'aménagement ;

Vu l'arrêté n° 81 CM du 31 janvier 2024 portant nomination de Mme Timeri SOMMERS en qualité de directrice de la construction et de l'aménagement ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à Mme Timeri SOMMERS, en qualité de directrice de la construction et de l'aménagement, à l'effet de signer au nom du ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement, les actes et correspondances suivants :

1° En matière de gestion du personnel :

- 1.1 Les ordres de déplacement à l'intérieur du pays ainsi que les réquisitions de passage et de bagage correspondantes ;
- 1.2 Les certificats administratifs, de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.3 La notation définitive et l'avancement des agents placés sous son autorité ;
- 1.4 Les sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus ;
- 1.5 Les autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux prévues par la réglementation ;
- 1.6 Les congés annuels, congés de maternité, congés de maladie et les autorisations d'absence ;
- 1.7 Les conventions de stage et conventions d'engagement de volontaire au développement ;

1.8 Les arrêtés et conventions se rapportant à la formation spécifique des agents placés sous son autorité ;

1.9 Les ordres de déplacement et réquisitions se rapportant aux actes cités à l'alinéa 1.8.

2° En matière de gestion de crédits :

2.1 Les engagements dans la limite d'un plafond de 15 000 000 F CFP sur le budget de fonctionnement et de 15 000 000 F CFP sur le budget d'investissement ;

2.2 Les certifications du service fait et liquidation des dépenses et des recettes imputables au budget local ;

2.3 Les conventions, avenants, actes et correspondances relatifs aux prestations de service ou de location de matériel nécessaires à l'exercice des missions dévolues au service.

3° En matière de réglementation relative à la construction et pour les procédures correspondantes :

3.1 Les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des autorisations de travaux immobiliers, des lotissements et groupements d'habitation, à l'exception de ceux relatifs :

- aux opérations de constructions de plus de 20 logements ;
- aux hôtels de plus de 20 chambres ou plus de 20 bungalows ;
- aux autres constructions présentant une surface de plancher supérieure à 600 mètres carrés ;
- aux lotissements de plus de 20 lots ;
- aux groupes d'habitations comportant plus de 20 logements,

3.2 Les actes relatifs à la modification et à l'extension de travaux immobiliers, de lotissements ou de groupes d'habitations, dans la mesure où ces modifications et extensions respectent les limites définies précédemment ;

3.3 Les notes de renseignements d'aménagement ;

3.4 Les renseignements et explications nécessaires aux administrés ;

3.5 Les avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de l'urbanisme ;

3.6 Les avis, explications et notifications établis dans le contexte du constat des infractions.

4° En matière d'instruction de dossiers de demande d'autorisation :

4.1 Les transmissions et communications pour avis des dossiers dont l'instruction lui est confiée, à tous services ou organismes concernés par la demande et dont la consultation est prévue par les textes ;

4.2 Les transmissions de toutes notifications aux pétitionnaires suite à la demande d'autorisation de travaux immobiliers ;

4.3 L'établissement des avis incombant à la direction de la construction et de l'aménagement dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

5° En matière d'aménagement et pour les procédures correspondantes :

5.1 Les renseignements et explications nécessaires aux administrés ;

5.2 Les actes, avis et renseignements liés à l'élaboration des documents et règlements y afférents ;

5.3 L'établissement des avis incombant à la direction de la construction et de l'aménagement dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

6° En matière de plans de prévention des risques naturels et pour les procédures correspondantes :

6.1 Les renseignements et explications nécessaires aux administrés ;

6.2 Les actes, avis et renseignements liés à l'élaboration des documents et règlements y afférents ;

6.3 L'établissement des avis incombant à la direction de la construction et de l'aménagement dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

7° En matière de prévision contre les risques incendie et de panique dans les établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur et pour les procédures correspondantes :

7.1 Les renseignements et explications nécessaires aux administrés ;

7.2 Les actes, avis et renseignements liés à l'élaboration des documents et règlements y afférents ;

7.3 L'établissement des avis incombant à la direction de la construction et de l'aménagement dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

8° En matière de mise à disposition de données numériques :

8.1 Les conventions simples et les conventions cadres de mise à disposition de données numériques.

Art. 2

En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice de la construction et de l'aménagement, délégation de signature est donnée à Mme Elodie ROULLET, en qualité de directrice adjointe de la construction et de l'aménagement.

Art. 3

L'arrêté n° 916 PR du 12 juin 2024 est abrogé.

Art. 4

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre du foncier et du logement, en charge de l'aménagement,
Oraihoomana TEURURAI



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 14/19, Page 1/4

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 1392 MPR/DRM du 24 février 2025 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole, sis à Ahe, commune de Manihi, au profit de la SCA Ahe Pearls Company (exploitant n° 231)

NOR : DRM25502056AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SCA Ahe Pearls Company du 14 juin 2024, réceptionnée le 20 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Manihi du 12 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 26 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er

Est accordée, au profit de la SCA Ahe Pearls Company, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié susvisé, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à des fins d'exploitation aquacole d'une superficie totale de 75 m², sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime précitée est accordée pour l'implantation d'un captage d'eau de mer servant à l'élevage de post-larves de poissons. Le dispositif est composé de :

- une pompe à eau de mer d'une capacité de 35 m³ par heure ;
- une conduite de pompage de 63 mm de diamètre, 75 m de longueur, à 10 m de profondeur et attachée à un bloc de béton,

tel que décrit dans le dossier de demande et tel que cet emplacement figure sur le plan en annexe du présent arrêté.

Art. 3

L'autorisation d'occupation définie aux articles 1er et 2 du présent arrêté est accordée pour une période de cinq années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4

Le bénéficiaire s'oblige à respecter les conditions particulières suivantes :

A) Le bénéficiaire prend toutes les mesures de protection nécessaires de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux ;

B) Le bénéficiaire n'introduit dans le milieu naturel aucun produit chimique ou médicamenteux ;

C) Le bénéficiaire se conforme aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment la direction de l'environnement, la direction polynésienne des affaires maritimes, la direction de l'équipement, le centre de santé environnemental et la direction des ressources marines ;

D) Le bénéficiaire détient en tout temps et rend accessible à tout agent du service en charge des ressources marines un registre d'entrée et de sortie des juvéniles de la pêche à la vente ;

E) Le bénéficiaire fournit à la direction des ressources marines :

- ses données de production avant le 31 mars de chaque année ;
- ses comptes de résultats avant le 30 juin de chaque année ;
- ses statistiques mensuelles de vente.

Art. 5

Le bénéficiaire sera seul tenu à toutes les garanties que l'occupation pourrait entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Il est responsable de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Art. 6

Le tarif applicable est celui défini par l'index IF_ECO_06 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 15 000 F CFP (quinze-mille francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture.

Art. 7

Conformément aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, toute demande de renouvellement d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public consacrée à l'activité de pêche et d'aquaculture doit être adressée à la direction des ressources marines trois mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation.

Art. 8

En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté et des obligations fixées par l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié susvisé, après mise en demeure restée infructueuse, l'abrogation de la présente autorisation peut être prononcée sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages-intérêts.

Art. 9

À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité, dans un délai de trois mois à compter de la cessation de ladite autorisation.

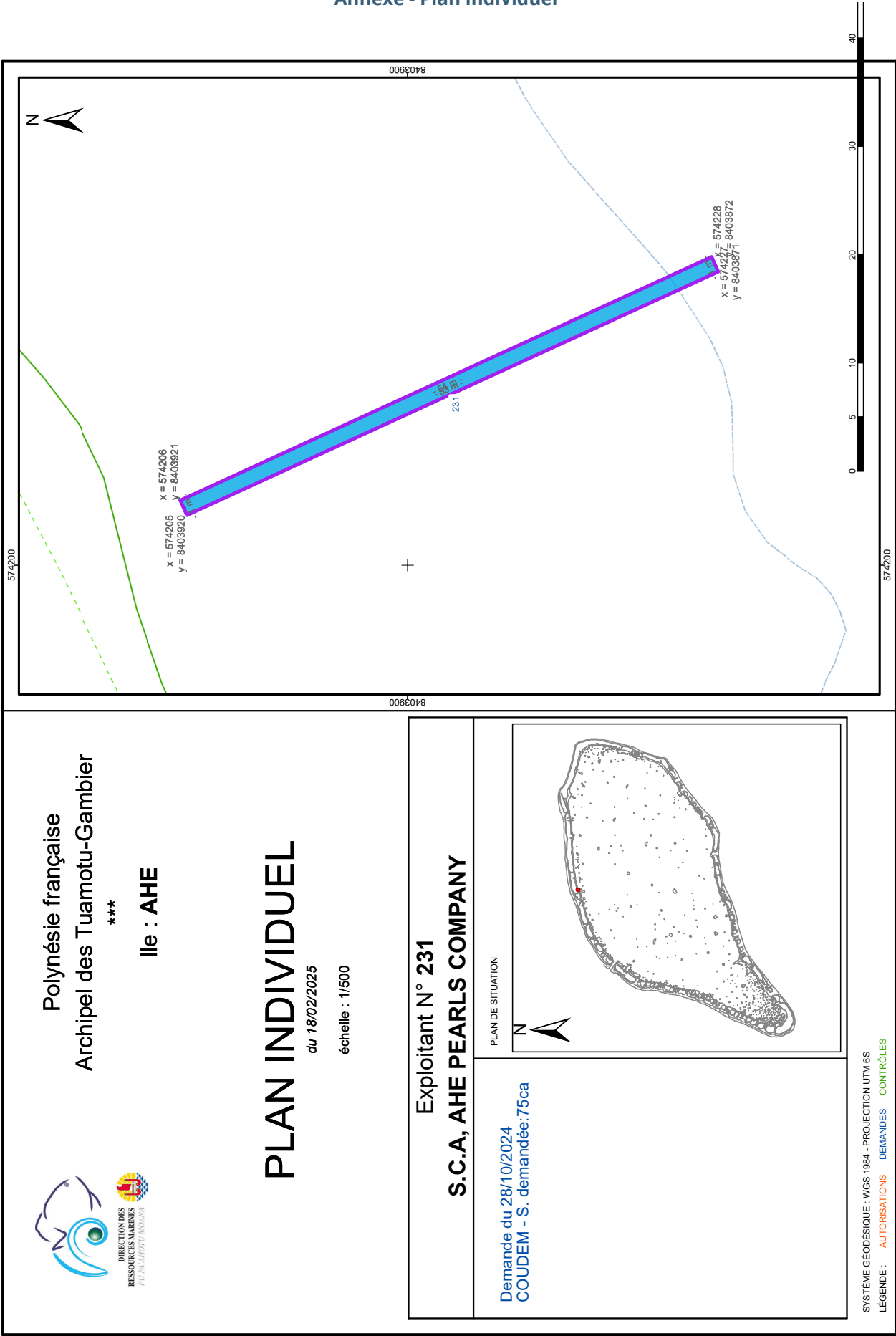
Art. 10

Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Ahe Pearls Company et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,
Cédric PONSONNET

Annexe - Plan individuel





JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 15/19, Page 1/3

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 1393 MPR/DRM du 24 février 2025 modifiant l'arrêté n° 6406 VP du 16 juillet 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis à Poutoru, commune de Tahaa, au profit de M. Jean-Claude, Winfred, Auguste, Teriitinorua BRANDER (exploitant n° 403)

NOR : DRM25502067AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 570 CM du 25 avril 2013 modifié approuvant le cahier des charges applicable à toutes les autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié fixant la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupation du domaine public destinées à des activités de pêche et d'aquaculture ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6406 VP du 16 juillet 2020 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis à Poutoru, commune de Tahaa, au profit de M. Jean-Claude, Winfred, Auguste, Teriitinorua BRANDER (exploitant n° 403) ;

Vu la demande de transfert de lieu de M. Jean-Claude, Winfred, Auguste, Teriitinorua BRANDER non datée, réceptionnée le 4 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Tahaa du 17 juillet 2023 ;

Vu l'avis favorable du tāvana hau de la circonscription des îles Sous-le-Vent du 8 septembre 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique du domaine public de la pêche du 26 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er

Les articles 2 et 5 de l'arrêté n° 6406 VP du 16 juillet 2020 susvisé, sont ainsi rédigés :

« Art. 2. — L'autorisation d'occupation précitée est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons situé en bordure du tombant face au débarcadère de Poutoru et tel que cet emplacement figure sur le plan en annexe du présent arrêté.

« Le parc à poissons ne gêne en aucun cas la navigation dans le chenal. »

« Art. 5. — Le tarif applicable est celui défini par l'index IF_ECO_01 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié susvisé. Le montant de la redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixé à 5 000 F CFP (cinq-mille francs CFP). Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté. Le montant de la redevance est révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime destinées à la pêche et à l'aquaculture. ».

Art. 2

En application des dispositions de l'article 7 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée et de l'article 38 de l'arrêté n° 241 CM du 25 février 2010 modifié, M. Jean-Claude, Winfred, Auguste, Teriitinorua BRANDER dispose d'un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise à l'état d'origine de l'emplacement occupé, en bordure du tombant face à la baie de Patii, qui sera constatée, à terme échu, par la direction des ressources marines.

Art. 3

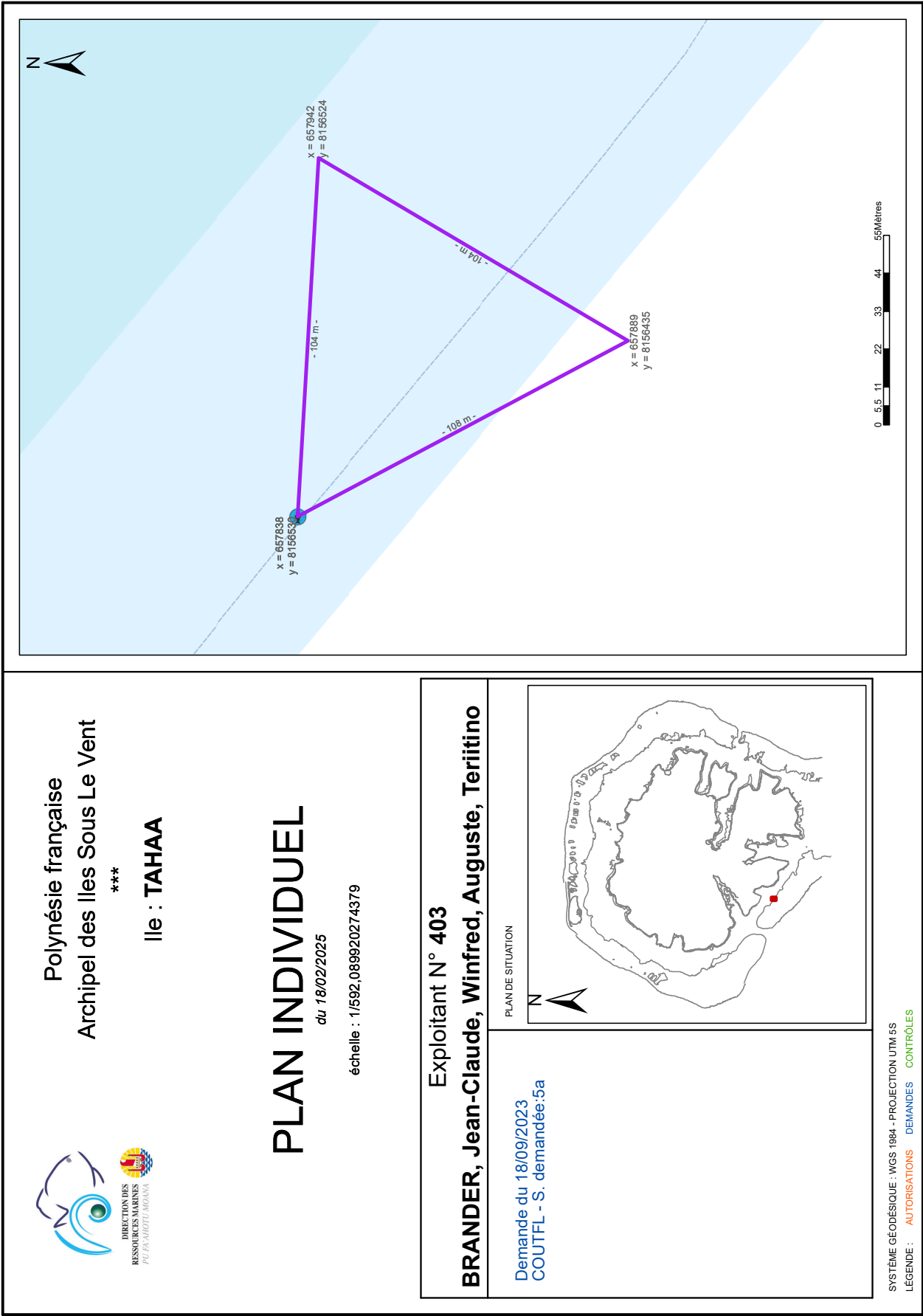
Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Claude, Winfred, Auguste, Teriitinorua BRANDER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur des ressources marines,

Cédric PONSONNET

Annexe - Plan individuel





JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 16/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 1397 MPR/DIREN du 24 février 2025 autorisant Mme Catherine ROY à exercer une activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales dans les eaux de Tahiti et Rangiroa du 26 février 2025 au 25 février 2026

NOR : ENV25502180AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française et notamment son article A. 2213-1-8 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2020 modifiant l'arrêté du 17 décembre 2015 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs qui circulent sans personne à bord ;

Vu la demande de Mme Catherine ROY en date du 13 janvier 2025,

Arrête :

Article 1er

Mme Catherine ROY est autorisée à exercer l'activité de prises de vues et de son des espèces marines protégées du code de l'environnement à des fins commerciales, notamment les requins, dans les eaux de Tahiti et Rangiroa, en application des dispositions de l'article LP. 2213-2 du code de l'environnement, hormis dans les espaces naturels protégés du code de l'environnement.

Art. 2

L'autorisation de prises de vues et de son des espèces protégées du code de l'environnement est consentie du 26 février 2025 au 25 février 2026.

Art. 3

L'autorisation est donnée pour des prises de vues et de son en Palmes, masque, tuba (PMT), en scaphandre pour la réalisation de reportages photographiques sur les actions et études menées par les associations Mokarran Protection Society et AREMP qui seront diffusés sur les réseaux sociaux et sur les sites internet des associations.

Art. 4

Mme Catherine ROY s'engage à ne pas attirer à soi de quelque manière que ce soit les animaux (notamment le *feeding*, *smelling* interdit).

Art. 5

Mme Catherine ROY s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les espèces protégées de Polynésie française (images, son).

Art. 6

Mme Catherine ROY s'engage à avertir la direction de l'environnement avant chaque session de tournage et en s'assurant du bien-être des animaux lors des prises de vues et de son.

Art. 7

La mention de la présente autorisation est obligatoire pour toutes les utilisations de prises de vues ou de son sur tous les supports, y compris numériques.

Art. 8

Mme Catherine ROY s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 9

Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de l'environnement,

Alexandre VERHOEST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 17/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 1404 MPR/DBS du 24 février 2025 portant délivrance d'un agrément à l'établissement Dog B'nb & More pour l'activité de pension canine

NOR : DBS25501891AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie ;

Vu l'arrêté n° 169 CM du 17 février 2017 modifié portant création et organisation de la direction de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu la demande d'agrément n° 80 DBS/AR du 13 décembre 2024 ;

Vu le rapport d'inspection n° 171 MPR/DBS/ZOO du 7 février 2025 ;

Considérant la conformité des installations avec les dispositions de l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 modifié relatif aux conditions de détention des carnivores domestiques et des animaux de compagnie,

Arrête :

Article 1er

Sans préjudice des autres réglementations applicables, l'établissement Dog B'nb & More, sis PK 17, côté montagne, 98722, Tautira, Tahiti, est agréé pour l'activité de pension canine, sous le numéro : HPF-2025-01.

Art. 2

Le présent agrément peut être suspendu ou retiré en cas de manquement aux dispositions de l'arrêté n° 1469 CM du 3 septembre 2009 constaté par un vétérinaire officiel ou tout vétérinaire mandaté.

Art. 3

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) D'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois :
- soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif ;
- soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

b) D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française :
- par courrier à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti ;
- de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Le délai de deux mois mentionné ci-dessus est porté à trois mois pour les personnes ne résidant pas en Polynésie française et présentant la demande devant le tribunal administratif de Polynésie française et à quatre mois pour les personnes demeurant à l'étranger.

Art. 4

Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,

Yves LAUGROST



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 18/19, Page 1/2

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère de la santé

Arrêté n° 1403 MSP du 24 février 2025 portant modification de l'arrêté n° 2952 MSP du 20 mars 2024 portant autorisation dérogatoire d'extension des capacités autorisées pour la mise en œuvre d'une activité de soins « traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale », au profit de l'association Apair Apurad, sur le site de Moorea

NOR : DPS25501839AM-1

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 194 CM du 4 février 2009 modifié relatif aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité de traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale ;

Vu l'arrêté n° 195 CM du 4 février 2009 modifié relatif aux locaux, matériels techniques et dispositifs médicaux dans les établissements de santé exerçant l'activité « traitement de l'insuffisance rénale chronique par la pratique de l'épuration extra-rénale » ;

Vu l'arrêté n° 12490 MSS du 28 novembre 2017 portant autorisation de mise en œuvre d'activité de soins « traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale » délivré à l'Apurad sur son site de Moorea ;

Vu l'arrêté n° 2952 MSP du 20 mars 2024 portant autorisation d'extension des capacités autorisées pour la mise en œuvre d'une activité de soins « traitement de l'insuffisance rénale chronique par épuration extra-rénale », au profit de l'association Apair Apurad, sur le site de Moorea ;

Vu la demande, présentée par l'association Apair Apurad, en date du 16 janvier 2025, de prolongation de l'autorisation dérogatoire de deux postes de dialyse supplémentaires en unité de dialyse médicalisée sur le site de Moorea ;

Considérant que les capacités actuelles de l'unité de Moorea ne permettent pas de répondre au besoin identifié ;

Considérant l'impérieuse nécessité de santé publique d'assurer la prise en charge efficiente des patients en fonction de leur état médical, selon la modalité de dialyse prescrite par le néphrologue ;

Considérant que l'association Apair Apurad a démontré sa capacité à mettre en fonctionnement deux postes supplémentaires sur le site de Moorea,

Arrête :

Article 1er

Le premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° 2952 MSP du 20 mars 2024 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Les mots : « pour une durée d'un an » sont remplacés par les mots : « jusqu'au 27 mars 2026 ».

Art. 2

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 février 2025.

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Texte 19/19, Page 1/3

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance

Arrêté n° 1344 MJP du 21 février 2025 portant délégation de signature à M. Laurent HEINIS, directeur de la jeunesse et des sports par intérim

NOR : SJ525501887AM-1

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 99-71 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de vacances ou de placement de vacances avec hébergement ;

Vu la délibération n° 99-72 APF du 11 mai 1999 modifiée portant réglementation et contrôle des centres de loisirs sans hébergement ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-63 APF du 8 juin 2000 relative à la surveillance et à la sécurité dans les établissements de baignade d'accès payant de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2017-44 du 28 décembre 2017 relative à l'exercice de la plongée subaquatique de loisir ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction de la jeunesse et des sports » ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 163 CM du 13 février 2025 portant nomination de M. Laurent HEINIS en qualité de directeur de la jeunesse et des sports par intérim,

Arrête :

Article 1er

Délégation de signature est donnée à M. Laurent HEINIS, directeur de la jeunesse et des sports par intérim, à l'effet de signer au nom de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, tous les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée, dans les domaines suivants :

I - Proposition, programmation et mise en œuvre des politiques publiques entrant dans le champ de compétence de la direction de la jeunesse et des sports :

- a) Proposition, conception, coordination interne, animation, orientation, évaluation et contrôle de la mise en œuvre des politiques publiques ;
- b) Proposition et programmation des orientations en matière de jeunesse, des sports, et de la vie associative ;
- c) Définition et évaluation des stratégies de prévention et de contrôle des activités et établissements, notamment en matière de lutte contre le dopage ;
- d) Accueil, information et orientation des usagers, apport d'une aide et de conseils techniques pour les activités sportives, de jeunesse et de la vie associative ;
- e) Diffusion d'informations et gestion des outils de communication de la direction de la jeunesse et des sports.

II - Au titre de la réglementation :

- a) Mise en œuvre de la réglementation des centres de vacances ou de placement avec hébergement et des centres de loisirs sans hébergement ;
- b) Mise en œuvre de la réglementation des établissements de baignade d'accès payant de la Polynésie française, à l'exception de la nomination des membres de la commission consultative des activités de baignade ;
- c) Mise en œuvre de la réglementation des brevets polynésiens d'animateurs, à l'exception de la délivrance des brevets polynésiens d'animateurs ;
- d) Mise en œuvre de la réglementation relative aux certifications polynésiennes en matière d'activités physiques et sportives, à l'exception de la délivrance des certifications ;
- e) Mise en œuvre de la réglementation de la plongée subaquatique sportive et de loisir ;
- f) Mise en œuvre d'actions de préservation des pratiquants et suivi des sportifs de haut niveau ;
- g) Délivrance du récépissé de la carte professionnelle de l'enseignement contre rémunération des activités physiques et sportives des personnes qui désirent exercer une des fonctions mentionnées au 1er alinéa de l'article 37 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée et leur renouvellement ;
- h) Délivrance du récépissé de déclaration des établissements d'activités physiques et sportives ;
- i) Instruction des demandes d'aides en favorisant le dialogue avec les associations ;
- j) Contrôle des éléments fournis par les associations dans le cadre de leur demande d'aide financière ou en nature ;
- k) Contrôle des éléments fournis par les fédérations sportives dans le cadre de l'agrément et de la délégation de service public mentionnés aux articles 8 et 9 de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée ;
- l) Autorisation d'utilisation de la voie publique à l'occasion de toute course ou épreuve sportive.

III - Au titre de la promotion et de l'animation dans le cadre des priorités fixées par le ministère :

- a) Promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions en matière de jeunesse et d'éducation populaire ;
- b) Promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions à caractère physique et sportif en application des dispositions de la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée et de ses arrêtés d'application ;
- c) Promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions en matière de développement de la vie associative ;
- d) Promotion, élaboration et mise en œuvre de toutes actions contribuant aux politiques visant à la cohésion sociale, à l'épanouissement, à l'éducation et au bien-être de la population.

IV - Au titre de la formation :

- a) Création des certifications afin de couvrir les besoins en encadrement, d'activités sportives et socio-éducatives à titre professionnel ou non ;

- b) Organisation des épreuves conduisant à la délivrance des diplômes sportifs ou de jeunesse professionnels et non professionnels ;
- c) Contrôle des formations agréées dans les domaines de compétence de la direction de la jeunesse et des sports par la Polynésie française ;
- d) Participation à l'insertion et la qualification professionnelle par les métiers du sport et de l'animation.

V - Au titre des équipements :

- a) Élaboration des propositions d'orientation des plans et des programmes d'investissements en faveur des activités sportives et de jeunesse.

Art. 2

En outre, M. Laurent HEINIS reçoit délégation de signature pour les actes relevant de la gestion administrative du personnel placé sous son autorité, notamment :

- octroi de congés annuels, d'autorisation d'absence et proposition de tout autre type de congé ;
- prononcé d'avertissement et de blâme ;
- notation des agents relevant de la convention collective des ANFA et des fonctionnaires de la fonction publique de Polynésie française ;
- octroi d'heures de travail supplémentaire ou de repos compensateur ;
- proposition de bonification ou de réduction dans le cadre des avancements à l'ancienneté ;
- proposition de formation professionnelle après avis des supérieurs hiérarchiques directs.

Art. 3

M. Laurent HEINIS est également habilité à signer les actes et correspondances relatifs aux engagements, dont le montant n'excède pas 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), et aux liquidations des recettes et dépenses allouées aux activités de jeunesse et sportives et imputés au budget de la Polynésie française, à l'exception des arrêtés et conventions d'attribution de subvention de toute nature.

Art. 4

M. Laurent HEINIS reçoit délégation de signature pour les actes concernant l'engagement et la liquidation des dépenses du service, notamment :

- les remboursements des frais et états indemnitaires ;
- les ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française n'excédant pas 7 (sept) jours ;
- les engagements, dont le montant n'excèdent pas 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), et les liquidations des dépenses du budget de fonctionnement et d'investissement imputés au service ;
- les engagements, dont le montant n'excède pas 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), et les liquidations des recettes du budget de fonctionnement et d'investissement imputés au service.

Art. 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent HEINIS, les délégations visées aux articles 1er à 4 sont exercées par Mme Tevaite PUGIN.

Art. 6

L'arrêté n° 5139 MJP du 6 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Loan HOANG OPPERMANN, directrice de la jeunesse et des sports est abrogé.

Art. 7

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 février 2025.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,
Nahema TEMARII



JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

- Journal authentifié

Le Journal officiel de la Polynésie française (JOPF) est publié sous forme d'un PDF officiellement authentifié. Le fichier PDF de l'édition complète est doté d'une empreinte SHA256, c'est-à-dire d'une chaîne de 64 caractères pouvant être utilisée pour s'assurer de l'authenticité de la version.

Pour connaître précisément l'empreinte numérique du document, puis la vérifier avec tout outil permettant de calculer un sha256, vous pouvez aller sur le site Lexpol et cliquer sur l'icône "i" située à côté du lien « Télécharger le fichier PDF authentifié ». Une fenêtre vous donnera l'empreinte numérique du document.

Enfin, vous pouvez retrouver les empreintes numériques des cinq derniers journaux officiels numériques JOPF ci-dessous :

- Empreinte numérique du JOPF n° 43 du 24 février 2025 :
fdda295ef42559ef2134b176ab71d4f2efb6e98a7228647cd3aded0ccd0450a5
- Empreinte numérique du JOPF n° 42 du 21 février 2025 :
87eaa78c5a060f73fd3b47d51f7b13b69ab800ec41c82425190e209b26b3a85f
- Empreinte numérique du JOPF n° 41 du 20 février 2025 :
124ef25ce23f192665dc52c185a0b9d8bcad9b966755e0dfd648cf0139953ffc
- Empreinte numérique du JOPF n° 40 du 19 février 2025 :
ef39fc081f2c61979a73211fe2ec7ceae8d9c455991c3f74227f1d8bce3746e1
- Empreinte numérique du JOPF n° 39 du 18 février 2025 :
1adb3821cba423f677b39ed5ffa630636e03948b11e934f79da015617429728a

Le directeur de publication, Philippe MACHENAUD-JACQUIER